Réseaux solidaires

Mouvements aux frontières euro-africaines

Par Cornelia Gunßer

„ Les gouvernements des états européens, des pays de transit et d'origines coopèrent d'ores et déjà à tous les niveaux. Mais il existedes contradictions dans leur politique: Les fontières de l'U.E. ne seront jamais complètement fermées -pas seulement parce que certaines fractions du Capital comptent sur un marché ethniquement hiérarchisé pour la maximisation du profit et donc ont recours à des migrants sans droits, mais aussi, parce que dans leur lutte pour la survie, les gens ne se laisseront pas arrêter par les barbelés et les patrouilleurs.

La politique migratoire des autorités s'arrange de la mort des indésirables. Si nous voulons construire une résistance contre cela, nous devons nous relier à des niveaux internationaux: Avec les migrants ici, leur compratiotes dans leurs pays d'origine et sur les routes, avec des organisations pour les droits humains en Europe, dans les pays de transit et pays d'origine. Il s'agit d'imposer le libre accès à l'Europe, la lutte pour l'égalité des droits et pour la résistance contre les expulsions . Il s'agit donc d'une lutte pour les droits politiques sociaux et humains pour toutes et pour tous. “

J'ai écrit ces phrases il y a bien plus de quatre ans en résumé d'un article dont le titre était: „La guerre européenne contre les Réfugié.es“ (1). On me demandait souvent pendant des débat public comment cela pourrait marcher: la connexion entre les migrants et les refugiés dans les pays d'origine et de transit ? À moi aussi cela paraissait difficile. Mais depuis, de tels réseaux se sont developpés entre l'Europe et l'Afrique. Dans cet article je veux raconter les différentes étapes de la création d'un de ces réseaux – le manifeste euro-africain (2), à la fondation duquel j'ai participé en été 2006. Un bref aperçu en anglais des conférences, actions et déclarations citées dans cet article se trouve sur le site web du Hamburger Flüchtlingsrat (3).

Forum social mondial polycentrique de Bamako

L'appel de Bamako pour „le respect et la dignité de toutes les migrantes et les migrants“ donna le coup d'envoi d'un réseau de migration euro-africain, décidé lors du Forum Social Mondial de 2006 à Bamako (Mali). Le Forum Social Mondial était encore endeuillé par les évènements dramatiques survenus aux clôtures des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en septembre et octobre 2005, lorsqu'en tentant de forcer les grillages, plusieurs migrant.es avaient été tué.es et des centaines d'autres sévèrement blessé.es par les gardes-frontières, et où des prostestations de migrant.es avaient été violemment écrasées au Caire à la fin 2005, lors desquelles plusieurs réfugié.es avaient étés abattu.es par les CRS. Extrait de l'appel:

„Au nom de la lutte contre l'immigration „illégale“, les gouverrnements mettent en place une politique répressive, dans laquelle ils sous-traitent les frontières des pays riches à l'aide de camps de rétention, refoulements, reconduites, et sélection de la main d'oeuvre. Ce genre de politique conduit à des drames comme à Ceuta et Melilla, à des morts dans le désert, dans la Méditerrannée ou dans le Rio Grande. Nous proposons une Alliance Solidaire des Société civiles (NGO) sur un plan international, des mouvements sociaux et des unions contre cette politique meurtrière.

Entre les rencontres de Bamako et Nairobi (où eu lieu un an plus tard, en 2007, le Forum Social Mondial), nous proposons une année de mobilisation internationale pour le droit de chaque être humain de se déplacer librement dans le monde et de décider de son avenir. Les propositions

suivantes ont été faites par des groupes de travail pendant le Forum Social Polycentrique de Bamako:

1. Nous en appelons à la création d'un réseau international pour l'échange d'informations et d'actions, pour les droits de tous les migrants et toutes les migrantes;
2. Nous proposons d'insister sur le thème „migration“ pendant la préparation de Nairobi en 2007;
3. Nous proposons un jour mondial de mobilisation, qui aurait lieu dans des lieux qui représentent les frontières, comme les aéroports, camps de rétention, embassades, etc:

- contre le droit d'exclusion, appliqué contre les migrant.es e;
- contre la politique de répression et de sanction de l'immigration;
- pour la fermeture des camps et la liberté de circulation des gens.

La rencontre au sommet UE-Afrique à Rabat, au début de l'année 2006 devait être la première étape de cette mobilisation.

Le „jour de mobilisation“ proposé dans l'appel de Bamako a été rediscuté lors de l' “assembly of migrations“ du Forum Social Européen d'Athènes en mai 2006 puis adopté. Le jour d'action fut déclaré le 7 octobre, à l'initiative d'une organisation de migrant.es marocain.es, pour commémorer les événement meurtriers de Ceuta et Melilla. Lors de cette même réunion fut lancée une invitation à un sommet sur « la migration et le développement ». Celui-ci devait se tenir les 10 et 11 juillet à Rabat.

„Migration, Droits fondamentaux et Liberté de circulation“ – Une conférence euro-africaine indépendante au Maroc“

La conférence du 30 juin au 1er juillet dans la ville balnéaire de Harhoura a été préparé par différents groupes et personnes du réseau „Migreurop“, originaires pour la plupart de France et Belgique, et par des organisations des droits humains et des réfugié.es. Pour atteindre une grande représentativité des pays d'Europe du nord et sub-Sahara, le nombre des représentant.es a été réduit à un ou deux par organisation, à l'exception des organisations de réfugié.es et migrant.es sub-saharien.nes. du Maroc, qui étaient présent.es en grand nombre. Pour des raisons financières, la conférence était limitée à quelques 150 participant.es. Par ailleurs des organisations pour les droits humains du Maroc, comme l' „Association Marocaine des Droits Humains“ (ADMH), des groupes d'ATTAC très actifs et des professeurs d'Universités étaient représentés. Originaires d'autres pays d'Afrique du Nord, des activistes d'Algérie et de Tunisie étaient venu.es, ainsi qu'un représentant de la Ligue des Droit de l'Homme de Libye. D'Afrique sub-saharienne virent des membres de différentes organisation pour les droits humains, des associations de soutien aux familles des victimes de la migration, des groupes de développement politique et des réseaux pour la suppression de la Dette et pour les droit des paysan.nes. Tous était venu.es de pays francophones: de la Mauritanie en passant par le Sénégal, le Mali, le Niger, la Côte-d'Ivoire, la Guinée jusqu'au Cameroun et les deux Congos. Des représentant.es des organisations pour les Droit de l'Homme, des Réfugié.es et des Migrant.es de France, Belgique, Pays Bas, Italie, Espagne et Allemagne ont eux aussi pris part à la rencontre.

Dès la réunion d'ouverture, le point de vue africain fut étonnamment fort et décidé pour une allemande comme moi: La migration fut présentée par les africain.es sub-saharien.nes surtout comme une des conséquence d'une „politique de développement ratée“. Celle-ci serait plus près d'une politique de guerre et de collaboration dans une pseudo démocratie. „On installe la

misère et ensuite vous vous étonnez que les gens débarquent?“ demande par exemple un participant congolais. Il critique explicitement l'action millitaire de l'U.E. dans son pays, à laquelle participe pour la première fois l'Allemagne.

Thierno Ba cite un titre du journal „le Quotidien du Sénégal“: „L'Europe ferme nos frontières!“. Il critique le manque de solidarité entre les pays d'Afrique: „Il n'y a pas une Afrique noire et une Afrique blanche – Il n'y a qu'une Afrique!“. Cette Afrique serait capable de quelque chose, si elle se respectait d'abord elle-même au lieu de se vendre à l'Europe.

Un économiste marocain explique aussi qu'au cours de la politique d'externalisation, de plus en plus de gouvernements africains se sont proposés de jouer les gendarmes à la solde de l'Europe. La revendication de la liberté de déplacement doit s'adresser à tous et à toutes, pas seulement au Capital. Il serait indispensable de mener une lutte contre la montée du racisme au Maghreb. Les évènement de 2005 au Maroc dans les enclaves de Ceuta et Melilla doivent être le sujet d'une enquête. Les morts à la frontière, dans le désert et la mer furent commémorées par une minute de silence. Et trois jours après la conférence, trois nouveaux „accidents“ mortels furent à déplorer à la frontière de Melilla.

Claire Rodier, présidente de Migreurop, se retourna sévèrement contre les camps de rétention et la politique de migration „choisie“, contre la tendance qu'a l'Europe de se choisir les migrant.es dont elle a besoin et de bloquer les frontières aux autres.

Fiston Massamba, un réfugié congolais au Maroc, a présenté la situation insupportable des migrant.es et réfugié.es au Maroc. Il a mis l'accent sur le fait que la liberté de circulation est un droit fondamental. Les énormes transferts d'argent des migrant.es d'Europe contribueraient à la lutte contre la misère dans les pays d'origine. Pour beaucoup de participant.es, les migrations seraient quelque chose de normal dans l'histoire de l'Humanité.

L'après midi du premier jour de conférence, les discussions se poursuivirent en quatre „réunions thématiques“: Les droits fondamentaux, la liberté de circulation et la réhabilitation du droit d'asile; la politique de sûreté et ses conséquences; le développement et la répartition des richesses et la politique d'exeption et d'intégration; et enfin les droits des travailleurs et travailleuses immigré.es.

À la première réunion, la question suivante était posée: Quelle liberté de circulation voulons-nous? En référence à l'article 13 de la Déclararion Universelle des droits humains de 1948, la liberté de quitter son pays fut déclarée comme droit fondamental. Cela sous-entend la possibilité de s'installer dans un autre. Avant l'instauration de l'obligation de Visa, il était courant pour des Africain.e.s.qu'un membre de la famille se rende un moment en Europe et plus tard remplacé par un autre. C'est aujourd'hui hors de question. Demander un Visa, s'il n'est pas d'entrée refusé est devenu une question d'argent. En comparaison, pour les Européen.ne.s, il va de soi de voyager et travailler partout dans le monde, acheter des maisons et exploiter les richesses des pays d'Afrique. Contre toutes ces inégalités, la réunion revendique la suppression de tous les Visas court séjour. À plus long terme, beaucoup de participant.e.s voient en cela la possibilité d'introduire un „pass global“ et supprimer définitivement toutes les sortes de Visas. Toutes les frontière doivent être ouvertes.

Dans la seconde partie de la discussion sur les cavités du droit d'asile, des réfugiers congolais et ivoiriens du Moroc ont sévèrement critiqué la délégation locale de l'l'UNHCR (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés). La plupart de ces réfugiés ont eux recu leurs documents officiels de la part de l'Agence, reconnaissant leur statut de réfugié de guerre civile, contrairement aux réfugié.e.s et migrant.e.s du Mali, du Sénegal et de la Gambie, refoulé.e.s en

masse. Mais les autorités marocaines ne respectent pas ces documents; ceux-ci sont simplement déchirés lors de razzias et contrôles. Les personnes concernées sont arrêté.e.s et menacé.es d'expulsion. Pour les autres, il n'existe pas le moindre soutien matériel. Elles et ils vivent dans des maisons insalubres aux loyers ruineux, ou dorment dans la rue de mendicité, ordures et prostitution. Aucun.e ne trouve de travail. En cas de maladie, les consultations leurs sont refusées. Ils et elles sont aussi confronté.e.s au racisme grandissant de la population. Les réfugié.e.s déploraient aussi le fait que l'UNHCR ne leur garantie aucune sécurité juridique ni physique. Les travailleurs.ses du bureau de l'UNHCR ne seraient pas habilité.e.s à faire cela.

Le deuxième jour de la conférence, un manifeste fut déclaré, dans lequel on retrouvait les fruits des discussions thématiques. En soirée, nous nous sommes réuni.e.s à plus de 100 pour une manifestation bruyante et internationale devant le parlement marocain de Rabat.

Lors de la réunion, un appel à une journée d'actions transnationnales sur la migration a été fixée et réalisé lors du Forum Social Européen d'Athènes, dans le but d'organiser et soutenir le plus de projets africains et européens possible. Plus de 25 organisations d'Afrique on signé l'appel. En dehors de l'Europe, la journée d'action a eu lieu dans quatre pays africains (4).

Le manifeste de Rabat a posé les bases de la constitution du réseau de migrations „Manifeste euro-africain“. Depuis cela, les membres communiquent entre eux à travers une mailing-list en francais, et se rencontrent pour des conférences ou des actions organisées par eux-mêmes ou d'autres initiatives.

Activistes africain.es à Heiligendamm, Allemagne

Une nouvelle possibilité de débats et d'actions s'est présentée en juin 2007 à Heiligendamm pendant la période de lutte contre le G8. Des organisations de réfugiés et des groupes anti-racistes ont organisé une rencontre de mise en réseau suivie d'un jour d'action relatif aux migrations pendant les protestations. Nous avons invité des activistes originaires de plusieurs pays nord et sub-sahariens à nous rencontrer à Rostock avec l'aide de plus grandes ONG qui avaient organisées le contre-sommet. Nous avons vécu, manifesté et discuté ensemble une semaine avec des réfugié.es en Allemagne, des activistes d'Afrique et des anti-racistes d'Europe. À cette occasion, nous n'avons pas seulement appris à nous connaître, mais aussi à appréhender d'autres fornes de discussions, d'actions et d'organisation, et nous avons partagé nos expériences au contact avec les autorités. Un de nos slogans principaux pour la manifestation du 4 juin 2008 à Rostock -massivement bloquée par la police, titrait „Liberté globale de déplacement et droit égaux pour tout le monde!“. Celui-ci se rapportait explicitement aux déclarations de la conférence de Rabat.

Aux frontières algéro-marocaines

Deux ans après les dramatiques évènements aux clôtures des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, des organisations marocaines ont appelé à un jour de commémoration à Oujda (Maroc) les 6-7 octobre 2007. Une conférence et une manifestation ont été organisées pour discuter des graves atteintes aux droits humains aux frontières. Les personnes présentes ont monté un comité de suivi de la conférence de Rabat, composé d'organisations locales et internationales.

Oujda, une petite ville à 12km de la frontière Algérie-Maroc et proche de l'enclave de Melilla, a été choisie comme lieu de rassemblement, par rapport à l'actualité de la région. Depuis quelques années le campus de l'université locale est devenu un lieu de refuge pour parfois jusqu'à 900 migrant.es en route pour l'Europe. En 2008 s'y retrouvèrent même jusqu'à 1800

personnes. Entre Noël et la Saint-Sylvestre 2006 et encore à la fin juillet 2007, le campus de l'université a été brutalement vidé par les forces de sécurité marocaines. Plus de 450 migrant.es ont été arrêté.es et déporté.es à la frontière algérienne (officiellement fermée). Depuis, de nombreuses razzias et arrestations ont eu lieu dans les villes marocaines et dans les forêts autour de Ceuta et Melilla. Après leur avoir confisqué tout objet de valeur et argent, les personnes arrêtées sont relachées dans le no man's land aux abords de la frontière. De là, ils sont à nouveau rabattus du côté marocain par les gardes-frontière algériens. Et ils et elles refont le chemin à pied vers Oujda. Les réfugié.e.s vont alors „vivre“ soit sur le campus, soit dans les „tranquilos“, des cachettes dans des maisons abandonnées, sous des rochers ou des bâches dans la forêts, qu'ils et elles doivent quitter régulièrement pour ne pas se faire repérer.

En 2005, l'ABCDS (Association Beni Zassen pour la culture, le developpement et la solidarité), a été fondée pour réaliser un travail avec des adolescent.es marocain.es des quartier pauvres. Elle est à ce jour, avec le groupe local pour les droit de l'Homme AMDH, le prêtre catholique Père Joseph Lépine et un groupe de Médecins Sans Frontières, la seule organisation à Oujda où les migrant.es peuvent trouver du soutien. Le travail de l'ABCDS consiste en l'organisation d'un soutien pratique contre les attaques des forces de sécurité, et la fourniture en matériel d'urgence, comme des couvertures, des vêtements, de la nourriture, etc. Cette forme de charité est aussi remise en question dans l'association. Les membres veulent avant tout la solidarité, comme un soutien politique aux migrant.es contre la politique de migration meurtrière de l'UE et le gouvernement marocain comme producteur de main d'oeuvre. C'est pourquoi la mise en réseau nationale et internationale est si importante pour le travail de l'ABCDS. Toutes ses activités dérangent les instances officielles: Celles-ci sont minutieusement observées. Jusqu'à ce jour, l'ABCDS travaille bénévolement, son local et le travail de soutien aux migrant.es est financé par des dons privés et quelques groupes européens.

La conférence „Violations des droits humains aux frontières“ du 6 octobre 2007 a été la première conférence sur la migration à Oujda, et donc très importante pour les organisations locales. Elle a eu lieu dans les locaux du syndicat de gauche UMT, en centre-ville. Malgré le mois de jeûne du Ramadan, entre 40 et 50 personnes étaient présentes tout la journée. Les trois podiums de débat étaient la plupart du temps occupés spontanément. Après chaque ronde de discours, une discussion en salle avaient lieu. Les thèmes abordés étaient , entr'autres:

- La vie aux frontières, présentée par des migrant.es et des groupes de soutien au Maroc
- La politique de migration européenne, entre isolement et externalisation
- Migration, droits des Humains et mondialisation

Au cours la discussion, des tendances similaires de marginalisation et de précarisation on été mises en évidence dans plusieurs pays. C'est pourquoi il est primordial de reconnaitre notre intérêt commun et d'agir ensemble contre les expulsions et les discriminations; primordial aussi le droit de vivre chez soi dans la dignité, autant que le droit de circuler librement pour tous les Humains!

Une manifestation nocturne sur le campus de l'université a été annoncé aux autorités par ABCDS et AMDH. Nous sommes partis en bus avec environ 50 personnes du centre-ville en direction du campus, mais les portes étaient fermées. Plusieurs habitants des quartiers proches et quelques 30 migrant.es arrivèrent en plus. Il y avait certainement autant de policiers en civil que de manifestants, mais ils nous ont laissé continuer notre manifestation. Nous avions une grande banderole, sur laquelle étaient inscritent nos revendications sur la liberté de circulation et les droits des humains. Nous avons allumé des bougies, et déposé des fleurs en souvenir des victimes de autorités aux frontières. Puis une déclaration rédigée collectivement a été lue

pendant une veillée. À la fin un migrant a fait un discours. Il a dénoncé l'UE pour avoir rendu responsable le Maroc des conditions misérables des réfugié.es et des migrant.es. La population du Maroc ne serait selon lui pas contre les migrant.es mais l'État marocain serait payé par l'UE pour les combattre. Un repas collectif a été organisé dans le local de l'ABCDS. Les discussions ont continué tard dans la nuit. Le jour suivant, une rencontre de mise en réseau a été organisée entre tous les groupes concernés, pour apprendre à se connaître et prévoir d'autre activités.

„Afrique Europe : Quelles alternatives ?“ à Lisbonne

Une manifestation et une conférence ont été organisées contre le sommet officiel Euro-Africain de Décembre 2007 à Lisbonnes, qui allait essentiellement traiter de l' “Economic Partnership Agreements“ (Accord de partenariat économique, APE) entre l'UE et les pays africains. Les rapports entre le développement de la migration et la libéralisation du commerce, forcée pour les pays africains ont été discutés lors de la contre-conférence. La sous-traitance du contrôle des frontière, les expulsions et le programme de „migration temporaire“ ont été critiquées.

Malheureusement, peu d'activistes d'afrique ont pu prendre part à la contre-conférence, les Visas ayant été refusés. Mais de nombreux migrant.es africain.es vivant.es au Portugal étaient présent.es et ont présenté leur situation précaire. Quelques représentants Africains au tout de même réussi à exprimer leur résistance face à l'APE, en particulier le président sénégalais Wade.

Forum social à Bouznika, Maroc

On a décidé que le 26 janiver 2008 serait une journée d'action mondiale décentralisée lors du forum social mondial de janvier 2007 à Nairobi. À ce moment-là, il devait y avoir un forum social maghrébin en Mauritanie. Le gouvernement Mauritanien a tout de suite annulé la rencontre. Le comité d'organisation a fait face à des avis opposés quand à la suite des évènements.

Finalement, il a été décidé au dernier moment de laisser le forum social se dérouler au Maroc, mais de ne pas le limiter aux pays du Maghreb, et d'inviter des activistes d'autres Etats africains et européens. Le nombre de participants a étonnement augmenté, passant des 700 participant.es attendu.es à près de 1400 personnes présentes dans le centre de vacance pour adolescents de Bouznika (sur la côte atlantique, entre Rabbat et Casablanca). Il y avait beaucoup de jeunes marocain.es, mais aussi des migrant.es sub-saharien.nes vivant.es au Maroc. Plus de 100 activistes d'autres pays du maghreb, d'Afrique sub-saharienne et d'Europe ont pris part au débat, ces dernier.es ayant répondu à l'invitation du manifeste euro-africain. Le thème de la migration a été le sujet principal du forum, à cause de l'engagement de ce réseau transnational et du grand intéret des adolescents marocains.

On a appris le soir d'ouverture qu'il avait eucore eu de nombreuses razzias à l'encours des migrant.es dans plusieurs quartiers de Rabbat. Des centaines de jeunes, migrant.es et membres du réseau euro-africain ont formé un cercle de protestation sur la place centrale du centre de vacances en réaction aux évènements du jour. Des slogans de solidarisation avec les personnes arrétées, pour la légalisation des sans-papiers, la liberté de circulation et les mêmes droits pour toutes et tous, contre la collaboration des gouvernements arabes avec l'UE et le mépris des droits des peuples pauvres du Maghreb ont été criés. Des participant.es originaires de différents pays on tenu des discours. Les jeunes marocain.es se sont tout de suite solidarisé.es avec les migrant.es sub-saharien.nes. Ils et elles n'ont pas seulement protesté et discuté ensemble, mais se sont revu.es le soir pour danser sur de la disco arabe.

Le jour suivant, environ 300 personnes se sont réunies autour du thème de la politique de

migration.

La politique des razzias et des expulsions au Maroc et dans l'UE a été critiquée, autant que les accords de prise en charge des expulsé.es et la collaboration des pays de transit et d'origine avec l'EU en général.

On a parlé de la migration „Kleenex“- l'idée selon eux, d'utiliser des migrant.es comme un mouchoir et les jeter après usage – donc les renvoyer. Les marocaines avec des enfants en bas-âge, qui se retrouvent à travailler en France et en Espagne dans des champs de fraises, pour pouvoir payer leur retour au pays ont été particulièrement mises en avant. Un autre exemple a illustré le sujet des camps de rétention et d'expulsion. Amadou M'Bow, un des activistes mauritaniens invités à Rotock lors du G8 était choqué de sa visite dans le Mecklembourg Vorpommern dans le camps Horst. On a appelé à faire tomber les murs et marcher au travers, comme il avait était fait précédemment à Gaza par les palestinien.nes. Des groupes du nord comme du sud devraient mener ensemble la lutte dans la guerre contre les migrant.es.

Au matin du dernier jour, parallèlement à une réunion de syndicats, d'adolescent.es, femmes et autre groupes, une assemblée des migrant.es à eu lieu. Elle a été préparée et modérée par des migrant.es originaire essentiellement du sub-sahara. Chacun.e des 30 migrant.es et organisations de soutien présent.es devait se présenter.

On a réuni plusieurs propositions pour le futur. Le contenu principal, pour lequel un consensus devait être trouvé, a été rendu public dans une déclaration par le groupe de préparation.
Des groupes d'Afrique ont proposé à des initiatives africaines de s'impliquer dans une chaîne d'action internationale.

La chaîne d'actions internationale sur la Migration

En même temps que les membres du réseau européen „frassanito“ se sont regroupé.es autour du jour d'action pour la liberté globale de circulation et le droit de séjour, illes ont rédigé un appel pour une chaîne d'action internationale (entre février et octobre 2008) contre le régime aux frontière, les détentions et les expulsions, l'exploitation du travail des immigré.es et pour la légalisation de tous les migrant.es. Cette chaine d'action devait servir de tremplin pour relier différentes luttes et de tentative de création d'une communication et une organisation au delà des frontières. La conférence et la journée d'actions ont eu lieu à Athènes, Amsterdam, Séville, Turin, Londres, Hamburg et Malmö. Une rencontre a eu lieu à Bamako dans le cadre de la chaîne d'actions, où l'AME (Association Malienne des Expulsés, membre du manifeste euro-africain) a organisé une conférence les 15 et 16 Mars 2008. Des expulsé.es ont rendu conpte de leurs expériences, des pièces de théâtre ont été jouées, et on a discuté du régime des frontières que l'UE étend jusqu'au Mali. Des activistes d'Europe ont pris part à la conférence. En retour, un spécialiste mauritanien des droits humains a été invité à prendre part à une action début juin devant le quartier général à Varsovie de l'agence de suveillance des frontières extérieures Frontex.

Pendant le forum social européen de septembre 2008 à Malmö, la chaîne d'actions a été rediscutée. Un représentant de l'AME a fait un raport sur l'ouverture imminente à Bamako du CIGEM (Centre d'Information et de gestion des migrations au Mali), un des centres de contrôle des migrations financés par l'UE, et de la résistance au Mali contre l'accord de réadmission avec le gouvernement européen.

Les journées d'action de début octobre autour de Ceuta et Melilla ont composé le dernier

maillon de la chaîne d'actions. Elles ont pris en même temps place dans la mobilisation africaine contre le second sommet des gouvernements Europe-Afrique à Paris. Celui ci a été repoussé peu avant son coup d'envoi du 20 octobre au 25 novembre 2008.

Actions pendant le sommet Europe-Afrique „Migration et Développement“ à Paris

Un „Pacte européen sur l'immigration et l'asile“ a été adopté à Bruxelles, lors d'un sommet des gouvernements les 15 et 16 octobre 2008. Pendant une seconde conférence inter-ministérielle euro-africaine sur „la migration et le développement“ fin novembre à Paris, ce pacte devait être imposé aux „partenaires“ africains. Celui-ci contient une proposition d'immigration „choisie“, comprenant les besoin de main d'oeuvre des pays européens, des mesures de durcissement des contrôles aux frontières, le développement de Frontex, de nouvelles technologies de surveillance et l'accord de réadmission avec les pays d'origine et de transit.

Contre cette conférence des gouvernenements, le „Pacte“ et la directive de reconduite adoptée par le Parlement européen, des ONG européennes, des réseaux tels que RESF et des organisations de migrant.es d'Europe ensembles avec le manifeste euro.africain ainsi qu'une conférence le 17 octobre à Montreuil. Pour le jour suivant, on a planifié une manifestation et un concert en plein centre de Paris. Entre 700 et 900 personnes ont pris part à la conférence, 3 à 4 000 personnes à la manifestation. La majorité était composée par des sans-papiers de France. Étant donné le peu d'africain.nes qui pouvaient arriver jusqu'à Paris à défaut de Visa et d'argent, une caravane a été organisée à travers plusieurs pays d'Afrique par le réseau euro-africain de migrations, avec des animations, des conférences de presse, et des actions.

La caravane est partie de la République Démocratique du Congo le 4 septembre. Elle était le 8 septembre au Mali, le 10 en Mauritanie, le 3 octobre au Cameroun; Plusieurs actions évoquées plus tôt ont eu lieu les 6 et 7 octobre au Bénin et du 8 au 12 octobre au Maroc.

Perspectives

Le Forum social africain a eu lieu à Niamey (Niger), duquel la manifestation d'ouverture tomba par hasard le jour du sommet Europe-Afrique du 25 novembre 2008 à Paris. Une raison pour différentes organisations d'initier de nouvelles manifestations et rassemblements. En 2009 aussi, divers sommets des puissants ont donné l'occasion de protester et manifester. Ce comportement souligne un dilemme de la mise réseau transnational. Il ne peut pas s'agir de voler de conférence en contre-sommet, et de courir d'une manifestation à l'autre. En dehors du fait que personne ne peut se payer longtemps ce train de vie, la plupart des activistes africain.nes se voient refuser les Visas, au même titre que les réfugié.es. Le plus important est d'utiliser le contact déjà existant, pour initier des luttes et des actions locales, des confrontations et rencontres quotidiennes, pour apprendre les un.es des autres et se renfonrcer mutuellement. Internet est un outil précieux. L'échange d'informations n'est de nos jours plus un problème, c'est plutôt un déferlement d'informations qui pose de problèmes.

Malgré tous les moyens techniques de communication, même dans la plupart des régions d'Afrique, c'est autre chose d'apprendre à connaître les humains, les luttes et les conflicts des autres pays. Pour cela il est absolument nécessaire de maîtriser au minimum les langues des autres. Il y a une carence dans le réseau euro-africain: le fait que presque toute la communication se passe en francais n'exclue pas seulement les européens qui n'ont pas appris cette langue, mais aussi tous les africain.nes qui ont appris une autre langue coloniale (l'anglais ou le portugais)
Dernièrement, lors du FSE de Malmö, le problème sous-estimé de la langue, qui a nécessité de bon.nes traducteurs.trices, était peut-être la raison pour laquelle la mise en réseau avec les

activistes d'Europe de l'Est et d'Asie s'est jusqu'ici peu développée.

Une tentative de dépassement des langues et autre limites s'illustre par exemple dans la newsletter internationale „crossing borders (5), dont la production et la traduction est assurée par des groupes de plusieurs continents. Avec des contacts forts, des actions collectives, des invitations et des rencontres, les réseaux existants, consolidés d'en bas entre l'Afrique et l'Europe, pourraient renforcer et soutenir des mouvements dans plusieurs régions, et les amener sur un plan nouveau et international. Avec le réseau de migration euro-africain, on a réussi à faire le lien avec d'autres sujets, comme par exemple l'agriculture ou la Dette, et à mettre en place des organisations qui travaillent sur ces thèmes. La liberté de circulation et les droits sociaux et politiques égaux pour tous et toutes sont aussi des exigences qui ont été plus largement publiées grâce au réseau.

Supplément 2009

En mai 2009, le réseau „Des ponts, pas des murs“ a publié un appel contenant une revendication adressée aux candidats aux élections européennes qui, bien qu'appuyé par plusieurs organisations, n'a pas trouvé de public.

200 réfugié.es sub-saharien.nes ont organisé un Sit-in devant les buraux de l'UNHRC à Rabat et ont exigé leur réinstallation dans d'autres pays, car leur droits n'étaient pas respectés au Maroc. Au lieu de négocier sérieusement avec elles et eux, le représentant de l'UNHCR a appelé la police, et les réfugié.es ont été battu.es et cinq d'entre eux ont été mis sous les verrous pour un mois, passés devant le juge et seulement relachés grace à la pression de soutiens politiques. Cette action n'a eu que peu de résonnance en Europe (voir http://no-racism.net/thema/115/).

En 2009, l'attention du public concernant les réfugié.es s'est porté en Grèce, le nouveau „point d'accès“ à l'Europe. Pour apprendre des expériences d'autres régions fontalières, échanger et agir ensemble, des activistes africains (du Maroc, Mali et Mauritanie) ont étés invités au No Border Camp sur l'île grecque Lesbos en août 2009. Malgré un permis de séjour en bonne et due forme accordé par le Maroc, le visa du représentant guinéen du Maroc a été refusé par les autorités grecques .

Le réseau du manifeste arrivait à une crise liée à des conflicts internes et à une situation de plus en plus précaire chez les réfugié.es et migrant.es dans les pays de transit. Mais à travers plusieurs actions et manifestations avec des activistes africain.es, différents groupes ont essayé de garder contact et mener un processus de discussion sur la manière de construire une action collective sur un niveau transnationale. . Les visites de représentants de l'AME ont joué un grand rôle là-dedans, et ont lancé la formation d'un réseau africano-européen en Allemagne.

(1) Publié dans AK, Analyse+Kritik, 19.11.2004
(2) Voir http://www.manifeste-euroafricain.org/
(3) Voir www.fluechtlingsrat-hamburg.de/content/Greifswald180608.pdf
(4) L'appel est disponible en plusieurs langues sur www.fluechtlingsrat-hamburg.de (rubrique UE-Migrationpolitik, date 4.-7.5.06) ainsi qu'un rapport détaillé sur la conférence de Rabat (même rubrique, date 30.6./1.7.06).
(5) cf www.noborder.org